



DISCRIMINATIONS ENQUÊTE

« Qui veut se faire du Rom ? » : à Wissous, des propos anti-Roms du maire agitent la ville

Dans des messages obtenus par Mediapart, le maire Florian Gallant propose à ses adjoints d'aller expulser une famille puis s'en vante en diffusant des photos du résultat. L'opposition et plusieurs associations jugent ces propos « insupportables ».

David Perrotin - 7 février 2024 à 18h39

Certains pensaient que la chasse brutale de Roms ou de « gens du voyage » était une pratique révolue à Wissous. Cette petite ville de l'Essonne de moins de 8 000 habitants ne cessait de faire parler d'elle lorsqu'elle était administrée par Richard Trinquier, l'ancien maire Debout La France, condamné pour avoir menacé avec une arme des « gens du voyage ».

Mais Florian Gallant, maire de Wissous depuis 2021, semble vouloir marcher sur les pas de son prédécesseur. Depuis quelques jours, des conversations exhumées par des opposants du maire agitent toute la ville. Ces échanges proviennent d'une conversation WhatsApp tenue entre l'édile et quelques-uns de ses adjoints le 9 octobre 2022.

Ce soir-là, une famille de Roms s'est installée dans la buvette d'un ancien terrain de pétanque laissé à l'abandon. Mis au courant, Florian Gallant souhaite les expulser rapidement. Avant de contacter la police municipale et nationale, il sollicite son équipe pour aller les déloger.

« *Qui veut se faire du Rom ? Ce soir* », demande-t-il dans la boucle WhatsApp qui réunit des membres de l'exécutif de la ville. La formule ne suscite aucun commentaire. Au contraire, quelques adjoints s'excusent de ne pas pouvoir prêter main-forte. « *Désolée, je ne suis pas encore rentrée* », regrette Corinne Guyot, adjointe à la vie associative. « *Où ? Vous avez besoin d'aide ?* », interroge

vingt minutes plus tard Catherine Rochard, adjointe à la santé. « *Là ça va, on attend les pompiers* », rétorque finalement Florian Gallant.

Deux heures plus tard, le maire poste une photo pour vanter son expulsion. Sur le cliché, il pose avec une adjointe devant le campement vidé de ses occupants et la buvette totalement détruite par le bulldozer de ses services techniques, tels un trophée de chasse. « *On a géré avec Françoise* », légende l'édile. La famille de Roms est partie, le terrain est de nouveau libre.

« *J'ai vécu pas mal d'expulsions avec lui* », confirme un ancien policier municipal de Wissous. « *On arrivait parfois avec un bulldozer et on détruisait tout. Ce sont ses méthodes, mais je suis stupéfié de pouvoir lire ce genre de messages de la part d'un maire* », témoigne-t-il. « *Au printemps 2022, lors d'une autre expulsion, le maire m'a demandé de confisquer le groupe électrogène d'une famille et voulait détruire leur frigidaire. J'ai tout refusé et j'ai dû lui dire de cesser* », témoigne un autre agent qui préfère rester anonyme.

La mairie assume

La ville n'hésite pas non plus à mettre en scène ses expulsions pour montrer à ses habitants combien le maire est efficace contre l'installation de campements et les inciter à les signaler. Le 5 décembre dernier, par exemple, l'édile publie quelques photos d'une autre action dans un post intitulé « *18^e camp illégal de roms évacué à Wissous depuis 2 ans !* ». « *Les tentatives d'installation illégale de camp se multiplient, mais grâce à la vigilance des habitants, nous arrivons à préserver notre cadre de vie* », précise la ville.

Dans les commentaires, des gens félicitent le maire, d'autres se moquent de la population rom. Un ex-policier municipal de la ville s'agace : « *Les ROMS sont des enfants, des femmes, des hommes avant tout et non des trophées. Alors pourquoi tenir une comptabilité ? Ce n'est pas un championnat.* »

Alors comment Florian Gallant justifie-t-il son envie de « se faire du Rom » ? Contacté, le maire n'a pas donné

suite, préférant laisser son cabinet nous répondre.

« *C'est quoi la polémique ? On en entend parler depuis dix jours, je ne comprends pas, c'est ridicule et sorti de son contexte* », balaye une responsable de son équipe. « *Je peux vous dire que les Wissousiens sont hyper contents que le maire ne laisse pas s'installer des camps de Roms et des gens du voyage, et qu'en vingt-quatre heures cela soit fait* », explique-t-elle.

Et sur les propos romophobes ? « *Je ne polémiquerai pas sur le contenu du message. M. le maire est parfois en voiture, il dicte des mots et ne fait pas attention. Faut pas trouver le mal là où il n'y en a pas. Ce n'est pas un sujet sérieux* », ajoute-t-elle, accusant d'anciens membres de la majorité, passés dans l'opposition, d'avoir exhumé ces messages pour viser l'édile.

Également sollicitée, l'adjointe à la vie associative, Corinne Guyot, n'a pas souhaité commenter les propos ou prendre ses distances avec cette action et préfère répondre par une question : « *Est-ce que ça ne vous gêne pas, vous, qu'il y ait des camps illicites qui s'installent partout dans les villes ?* »

« Il y a une dimension de haine qui me gêne profondément. Si ce n'est pas un message raciste, je ne sais pas ce que c'est. »

Le chef de l'opposition de Wissous

Depuis une dizaine de jours, en tout cas, ces messages circulent dans l'opposition et suscitent l'indignation. « *J'ai trouvé ça particulièrement ignoble, commente le chef de l'opposition, Philippe De Fruyt. Qu'on expulse des gens qui n'ont ni droit ni titre, c'est une chose, que l'on méprise la difficulté ou la misère humaine qu'il y a derrière, c'en est une autre.* »

« *Là, il y a une dimension de haine qui me gêne profondément. Si ce n'est pas un message raciste, je ne sais pas ce que c'est* », ajoute le conseiller municipal, qui compte bien questionner le maire sur cette action au prochain conseil municipal, prévu pour ce jeudi : « *D'après les photos postées par le maire, une construction existait et a été détruite. Il aurait fallu un permis de démolir la buvette, mais je n'en ai vu aucun. Je vais donc notamment poser cette question.* »

Alerté, le milieu associatif ne cache pas non plus sa colère et son inquiétude. « *C'est une attitude de haine qui est insupportable. Ce sont des propos qui devraient être poursuivis devant la justice* », dénonce François Rivet, membre du collectif Romeurope.

Anthony Ikni, de la même association, regrette une sortie qui « *alimente la haine* » et « *favorise des passages à l'acte* ». Il y a un an justement, dans le Val-d'Oise, deux cents habitants accompagnés de leur maire s'en prenaient à un campement de Roms installés dans un bois de Villeron (95).

Comme le racontait Mediapart à l'époque, des habitants avaient insulté et menacé des familles, jeté des pétards et des cailloux sur elles avant de les faire fuir. Trois plaintes avaient été déposées et une enquête avait été ouverte par le parquet de Pontoise.

« *Depuis, aucune nouvelle et personne n'a eu encore à répondre devant la justice. Pire, l'histoire semble se répéter* », regrette Anthony Ikni dans un communiqué publié mardi. « *En témoignent les insultes, intimidations et menaces qu'ont subies à leur tour les habitant·es d'un bidonville à Vémars, commune limitrophe de Villeron, en octobre 2023. Ces personnes ont fini par quitter leur lieu d'habitation, craignant pour leur vie.* »

L'impunité prospère

À Wissous, l'antitsiganisme de la municipalité semble toujours bien ancré. En juin dernier, le site Blast racontait, entre autres graves dérives visant sa police municipale, que l'obsession de cette ville était telle qu'un fichage ethnique illégal avait été découvert en juillet 2022, sur lequel des investigations de la Cnil sont en cours. Un tableau Excel comptant plus de 1 000 administrés a été découvert au siège de la police municipale. Dans ce document, une case était ainsi consacrée aux « *Gens du voyage impliqués* ».

Par le passé, la mairie de Wissous s'est aussi régulièrement distinguée après plusieurs sorties islamophobes ou romophobes de Richard Trinquier, l'ex-maire de la ville, élu pour la première fois en 1995. Ce dernier a été condamné en 2021 pour avoir menacé, alors qu'il était ivre, des « gens du voyage ».

Vêtu d'un gilet pare-balles et muni d'un sabre japonais, il s'en était pris à plusieurs familles sous les yeux passifs de policiers municipaux. En 2015, lors de réunions publiques organisées par le maire, des habitants avaient crié « *à mort les Roms* » ou hurlé leur envie de s'en prendre à eux en « *fonçant dans le tas* ».

Dans son communiqué, l'association Romeurope (avec le MRAP et La Voix des Roms), s'inquiète de voir cette impunité prospérer. Elle rappelle aussi que depuis janvier 2023 la France s'est dotée d'un plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à

l'origine, qui est supposé inclure la lutte contre l'antisiganisme. Il est aussi censé s'appliquer aux élus de la République.

David Perrotin

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.